

# Le non aux coupes budgétaires revient sur le devant de la scène

**Ville de Genève** L'Alternative, les associations et les syndicats lancent la campagne en vue de la votation du 24 septembre.



Par Marie Prieur

Nous montrons un front large», se réjouit le conseiller municipal d'EàG, Tobia Schnebli.  
Image: Pascal Frautschi

«On remet ça l'année prochaine et cette fois, ce sera 16 fois non!» A l'heure d'accrocher les affiches de campagne dans la salle où se tient la conférence de presse, les référendaires plaisaient. Un peu plus d'un an après leur victoire en votation le 5 juin 2016, les opposants aux coupes budgétaires 2016 en Ville de Genève remettent le couvert.

Lancés par Ensemble à Gauche, les quatre référendums s'opposant aux coupes dans le budget 2017 ont abouti. Le peuple de la Ville de Genève votera le 24 septembre pour dire s'il approuve ou non la diminution des dépenses prévue. Aux côtés de Tobia Schnebli, les opposants aux coupes ont fleuri. «Nous montrons un front large», se réjouit le conseiller municipal d'EàG. Le PS, les Verts mais aussi La Culture Lutte (très actif lors des coupes 2016), la Fédération genevoise de coopération (FGC) et le Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT) appellent à voter quatre fois non. Et ce même si la mobilisation n'est pas aussi forte que l'an dernier. Il faut dire qu'à l'époque, les subventions étaient directement visées. Cette fois, les coupes sont plus difficiles à identifier et donc à attaquer.

PUBLICITÉ

inRead invented by Teads

## 2,5 millions de coupes

La première coupe concerne tout d'abord une diminution d'un million dans les dépenses générales de tous les départements. Une autre de 963 160 francs vise plus

spécifiquement l'encouragement à la culture. Il est question de matériels, de montages de scènes pour les festivals, d'accès gratuit aux musées... Autre diminution fustigée par l'Alternative: la baisse de 340 000 francs pour la solidarité internationale.

Enfin, la dernière réduction porte sur 150 000 francs du budget alloué à l'allocation de rentrée scolaire destinée à des familles en difficultés financières. «On coupe sur le dos des enfants», lance la Verte Marjorie de Chastonay, présidente de la section Ville de Genève et candidate au Conseil d'Etat. Ce qui n'est pas tout à fait vrai puisqu'en réalité, aucune famille remplissant les critères ne sera privée de la dite subvention. Tobia Schnebli confirme mais rétorque: «C'est un signal politique! Nous devons défendre ce principe.» Plus généralement, il souligne: «Ce sont 2,5 millions que l'on conteste. Le montant peut ne pas paraître crucial, mais sa portée politique et symbolique est importante.» Pour les référendaires, c'est un choix de société qui est en jeu. Nathalie Tacchella, de La Culture Lutte, dénonce ainsi «la courte vue de la droite. Qu'est-ce que la richesse? Un parc immobilier, un boni budgétaire ou une région du monde où les gens vivent bien? Nous défendons la richesse culturelle au sens large.»

Dans le domaine de la solidarité internationale, Gaspard Nordmann, secrétaire général de la Centrale sanitaire Suisse romande (CSSR), rappelle tout de même que «10 000 à 15 000 francs, c'est énorme. Avec une telle somme, on finance un projet qui change la vie des gens en Amérique latine.»

A la tête de la FGC, qui compte 59 associations, René Longet estime que «la coopération internationale ne doit pas être une variable d'ajustement des politiques publiques, mais une priorité. Surtout dans une ville internationale comme Genève.» Il dénonce au passage le manque de cohérence entre ces coupes et le vote ce printemps en plénière d'une motion prévoyant d'atteindre en 2020 l'objectif de consacrer 0,7% du budget municipal à l'aide au développement.

**«Oui, on en a marre!»**

Que répondent les référendaires face au risque de lassitude de la population amenée à revoter sur le budget? «Oui, on en a marre et oui, la population peut en avoir marre. C'est pour cela qu'elle doit voter quatre fois non. Certes, cette droite a été élue, mais nous devons faire notre devoir de citoyen, de veille, pour que la ville soit joyeuse et solidaire!»

Dénonçant un «racket», Sylvain Thévoz, président du PS Ville, insiste: «La vraie question n'est pas combien de fois il faudra aller aux urnes, mais plutôt quand la droite va-t-elle enlever les bouchons de cire qu'elle a dans les oreilles et entendre le message de la population?» Tobia Schnebli appuie: «Il faut laisser à la population le choix de sa société. La démocratie n'est pas un luxe!» De quoi promettre un bel avenir au symbole des ciseaux qui ont fait leur retour sur les affiches.

(TDG)

Créé: 24.08.2017, 20h34

**Votre avis**

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non